

Chapitre 1: L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

Dans les années 1920, l'économie américaine est florissante. Le pays dispose de capitaux considérables liés, en partie, au remboursement de la dette européenne contractée après la Première Guerre mondiale. La Grande Bretagne, la France et l'Allemagne ont emprunté d'importantes sommes aux États-Unis.

Cette prospérité repose sur l'industrie (notamment automobile) et la construction. Cette situation repose également sur une hausse du pouvoir d'achat et sur un usage sans limite du crédit qui encourage la consommation.

Problématique : Comment la crise de 1929 bouleverse-t-elle l'économie et les sociétés aux États-Unis, puis dans le monde ?

I. Une crise née aux États-Unis

Problématique : Pourquoi la crise boursière de 1929 aux États Unis conduit-elle à la Grande Dépression ?

1. Le tournant de 1929

Au cours de cette décennie, une partie des américains investit en bourse, les cours augmentent régulièrement permettant des profits rapides et supérieurs aux résultats économiques réels des entreprises.

Face à cette prospérité, certains commencent à voir le problème : les crédits accordés presque sans contrôle, les productions des entreprises trop importantes par rapport à la demande ne présagent rien de bon. Une crise semble inévitable.

Début Octobre 1929, un mouvement de ventes s'amorce à Wall Street (New York) faisant chuter les cours de 10 %. Le jeudi 24 octobre (Jeudi noir), le Krach se précipite car les investisseurs paniquent et cherchent à récupérer de l'argent en mettant massivement en vente leurs actions (près de 13 millions). Si la bourse est obligée de fermer prématurément, les banques tentent d'intervenir. Cependant, il est déjà trop tard, le lundi 28 octobre, près de 10 millions de titres se retrouvent sur le marché. Le Mardi 29 octobre (Mardi noir), c'est près de 16 millions de titres.

La crise boursière s'installe durablement et provoque la crise économique.

Le Krach boursier provoque une crise boursière. Il ruine les actionnaires et les banques font faillite. Les répercussions sont rapides et violentes. La plus importante est la faillite des banques provoquant une crise financière.

Effectivement, il y a une réduction quasi totale des crédits accordés aux entreprises et aux particuliers. A partir de ce moment, les États-Unis ne sont plus uniquement dans une crise boursière et financière, mais dans une réelle crise économique.

La faillite des banques a une répercussion directe sur la consommation de la population américaine. Cependant, les entreprises sont les plus touchées et cela va provoquer leur faillite. Dans ce sens, les entreprises vont être obligées de licencier massivement, impactant une nouvelle fois la population.

Cette baisse de la consommation va entraîner une diminution des ventes et créer un stock de produits invendables. Dès lors, les entreprises n'ont plus le choix : elles doivent baisser les prix. Or, cette baisse des prix ne relance pas la machine et ne permet pas aux entreprises de survivre.

Dès lors, les États-Unis sont entrés dans un cercle néfaste et infini. La crise économique s'installe durablement et les contemporains n'arrivent pas à voir une issue positive à cette crise.

2. De la crise à la « Grande Dépression »

La crise économique se caractérise par une baisse de la richesse nationale, des investissements et à une hausse du chômage (près de 25 % de la population active en 1933). Cette crise touche principalement les grandes villes industrielles (concentrées au nord-est des États-Unis) mais également les campagnes frappées par la baisse des prix des productions agricoles.

Les réponses politiques sont inadaptées pour régler le problème. Le président Hoover pense que l'ordre économique se régulera de lui même.

Il appelle les entreprises à renoncer aux licenciements et au contraire, à augmenter leurs salariés afin de redonner du pouvoir d'achat.

De plus, il augmente les droits de douane afin de protéger le marché intérieur (loi Hawley Smoot – 1930). Cette loi libérale et protectionniste n'a aucun effet positif. Désormais, le commerce extérieur est perturbé et favorise l'expansion de la crise aux pays partenaires qui ne peuvent plus exporter leurs produits aux États-Unis.

Cette crise devient sociale. Le chômage massif et l'absence de protection sociale se traduisent par l'aggravation des conditions de vie de millions d'Américains. Dans les campagnes, de nombreux agriculteurs sont expulsés de leur ferme.

Pour éviter la baisse incessante des prix, les stocks alimentaires sont détruits, favorisant la famine dans de nombreux foyers américains.

Avec cette paupérisation de la société, le modèle américain est remis en cause.

3. Sortir de la crise : le New Deal

F. D. Roosevelt est élu à la tête du pays en 1933. Au cours de sa campagne, il promet une politique active de l'État pour endiguer cette dépression. Il se démarque de la passivité de son prédécesseur, en mettant en place une politique interventionniste qu'il nomme le New Deal (nouvelle donne).

Dans ce sens, Roosevelt fait adopter plusieurs lois de relance et renforce le rôle de l'État fédéral dans l'économie.

Pour répondre à la crise des campagnes, il lance l'*Agricultural Adjustment Act* qui a pour but de réguler la production agricole et de stabiliser les prix.

Dans le secteur industriel, il contraint les grands patrons à s'entendre par le *National Industrial Recovery Act* afin d'enrayer les effets négatifs de la concurrence. De plus, il favorise la construction de nouvelles entreprises notamment à l'échelle locale.

Si ces mesures ne résorbent pas entièrement la crise, Roosevelt permet la modernisation de l'industrie américaine et redonne confiance à la population.

Si le New Deal se définit par l'interventionnisme de l'État, Roosevelt, par cette politique met en place l'État Providence. Il veut enrayer cette paupérisation de la société. Désormais, l'État se dote de nouvelles agences dont la *Works Progress Administration (WPA)* qui favorise la création d'emplois.

De plus, en 1935, le *Social Security Act* est instauré, créant une assurance chômage et une assurance vieillesse.

Le New Deal de Roosevelt permet de donner une inflexion au libéralisme économique et penser la solidarité nationale.

II. Une crise qui devient mondiale

Problématique : Quel est l'impact de la crise américaine à l'échelle mondiale ?

1. Une crise économique mondiale

Suite à la crise financière de 1929, les États-Unis rapatrient les capitaux investis en Europe et en Amérique latine.

A partir de 1931, de nombreuses banques européennes font faillite. Face à cette crise financière, les épargnants retirent leurs capitaux, accentuant cette crise financière.

Les pays industrialisés répondent à la crise par des mesures protectionnistes, notamment par l'augmentation des barrières douanières. Ces mesures n'étant pas suffisantes, l'étalon or est abandonné, dérégulant ainsi le système monétaire mondial basé sur une valeur fixe de l'or. Dès lors, les pays dévaluent leur monnaie pour rester compétitifs.

Cependant, la production ne cesse de baisser. Dès lors, cette mesure est inefficace et transforme cette crise en dépression mondiale.

Les premières réponses données par les gouvernements pour enrayer la crise n'empêchent pas son arrivée.

La diminution des échanges mondiaux met en grande difficulté les pays d'Amérique latine dont l'économie repose sur l'exportation de produits agricoles. Les économies sud-américaines sont mises à mal par la hausse des tarifs douaniers (loi Hawley – Smoot).

Ces pays sont devenus des puissances exportatrices de minerais ou de produits agricoles après la fin de la Première Guerre mondiale. Certains pays concentraient la quasi totalité de leurs exportations avec les grandes puissances. Dès lors, ne pouvant vendre leurs produits, ces pays entrent dans une crise profonde.

2. Les conséquences sociales et politiques de la crise

Tous les pays industrialisés sont confrontés à un chômage de masse (23 % en Grande Bretagne). La famine arrive dans de nombreux pays et la pauvreté ne cesse d'augmenter. On observe tout comme aux États-Unis la création de bidonvilles accueillant les populations expulsées de leur logement.

Face à ce phénomène, on observe l'apparition de grèves et de manifestations. Les chômeurs, avec l'aide des syndicats, s'organisent. Des marches de la faim se déroulent dans de nombreux pays. Les salariés mécontents de la dégradation de leurs conditions de vie participent à de longues grèves (Grève de 1936 en France).

Dès lors, cette crise bouleverse les équilibres politiques.

En Allemagne, une grande partie de la population est séduite par la propagande nazie, utilisant la misère sociale pour critiquer la démocratie libérale qui l'a plongée dans la pauvreté.

En France, la crise entraîne l'union des partis de gauche (Front Populaire 1935).

Une grande partie de l'Amérique latine voit des régimes autoritaires se mettre en place, comme au Brésil avec l'arrivée au pouvoir de Getulio Vargas. Ces nouveaux hommes forts vont s'appuyer sur la faiblesse des démocraties qui n'ont pas su s'adapter et donner de vrais projets économiques à leur pays.

3. Les politiques de lutte contre la crise

La grande peur des économistes contemporains est le retour de la forte inflation connue dans les années 1920 – 1921 suite à la fin de la Première Guerre mondiale. Ainsi, pour faire face à cette menace, des économistes à l'instar de Keynes, suggèrent le soutien actif des États pour relancer la consommation et la croissance.

En France, en 1936, le gouvernement du Front Populaire adopte, par l'intermédiaire des accords de Matignon (7 Juin 1936), des mesures économiques et sociales comme l'augmentation des salaires des ouvriers.

Désormais, les politiques keynésiennes mises en place dans certains pays contribuent à une remise en cause du libéralisme économique. L'État devient un acteur essentiel dans la lutte contre la crise.

Certains pays, comme l'Italie fasciste ou l'Allemagne nazie mettent en place l'autarcie : ils coupent toutes les relations économiques avec les pays extérieurs. Pour ce faire, ils mettent en place une politique de grands travaux comme la construction d'autoroute. Cependant, c'est vraiment autour d'une politique de réarmement que ces pays sortent du marasme économique.

Conclusion

Cette crise née aux États-Unis atteint très rapidement l'ensemble du monde menant l'ensemble des États dans une période de dépression. La montée du chômage et de la pauvreté poussent les États à revoir leurs politiques économiques et mettent à mal les démocraties libérales.

Pour combattre cette crise, les États vont intervenir de différentes façons. Dans tous les cas, ils interviennent dans leur économie, changeant ainsi les conceptions du libéralisme.

Dates clés

- 24 Octobre 1929 : Krach boursier de Wall Street
- 3 Octobre 1930 : Coup d'État de Getulio Vargas au Brésil
- 8 Novembre 1932 : Roosevelt élu président des États-Unis
- 30 Janvier 1933 : Hitler est nommé chancelier de la République de Weimar.
- Printemps 1933 : Début du New Deal
- Avril – Mai 1936 : Victoire du Front Populaire
- 7 Juin 1936 : Accords de Matignon

Définitions

- **Crise économique** : Dégradation brutale de la conjoncture économique qui met fin à une période de croissance.
- **Dépression** : Recul durable et généralisé de l'activité économique qui provoque des faillites d'entreprises et de banques, une hausse du chômage et de la pauvreté.
- **État Providence** : Principe selon lequel l'État doit assurer la protection sociale des citoyens en les préservant des aléas de la vie : maladie, chômage, accident, ...
- **Grande Dépression** : Entre 1929 et 1939, c'est une période de fort ralentissement économique et de paupérisation des sociétés.
- **Interventionnisme** : Politique préconisant l'intervention des pouvoirs publics dans la vie économique d'un pays.
- **Krach** : Effondrement brutal du cours de la Bourse
- **New Deal** : « Nouvelle donne ». Politique d'intervention de l'État fédéral dans la vie économique et sociale aux États-Unis à partir de l'arrivée au pouvoir de Roosevelt.
- **Paupérisation** : Appauvrissement durable de la population
- **Protectionnisme** : politique d'un État qui veut protéger son marché intérieur en augmentant ses droits de douane par exemple.